

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 29 avril 2015
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Indices des prix des produits industriels et des matières brutes, mars 2015	2
L'Indice des prix des produits industriels a augmenté de 0,3 % en mars, en raison principalement des prix plus élevés des produits énergétiques et du pétrole. L'Indice des prix des matières brutes a diminué de 0,9 %, surtout en raison des prix plus faibles des produits énergétiques bruts.	
Étude : Les variations dans les dettes et les actifs des familles canadiennes, 1999 à 2012	8
De 1999 à 2012, la valeur des dettes et des actifs des familles canadiennes a augmenté. Toutefois, les dettes et les actifs ont augmenté à des taux différents selon la catégorie de famille.	
L'économie souterraine au Canada, 2012	11
Dépenses de protection de l'environnement par les entreprises, 2012	15
Chargements ferroviaires, février 2015	17
Nouveaux produits et études	18



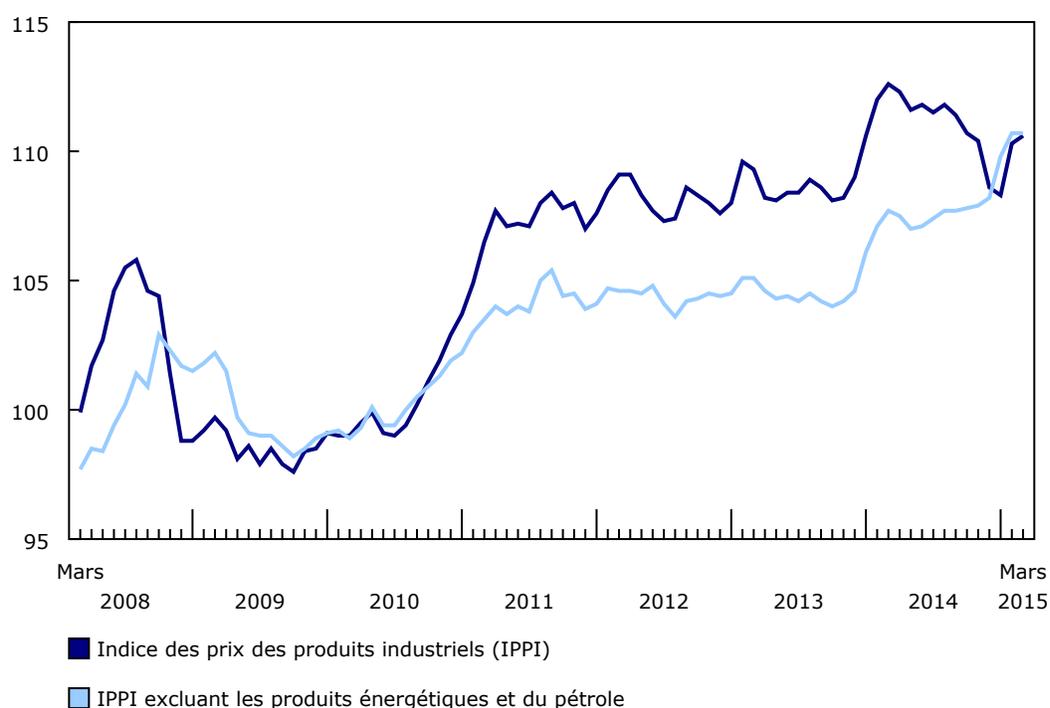
Communiqués

Indices des prix des produits industriels et des matières brutes, mars 2015

L'Indice des prix des produits industriels (IPPI) a augmenté de 0,3 % en mars, en raison principalement des prix plus élevés des produits énergétiques et du pétrole. L'Indice des prix des matières brutes (IPMB) a diminué de 0,9 %, surtout en raison des prix plus faibles des produits énergétiques bruts.

Graphique 1 Les prix des produits industriels augmentent

indice (2010=100)



Source(s) : Tableau CANSIM [329-0074](#).

Indice des prix des produits industriels, variation mensuelle

L'IPPI a augmenté de 0,3 % en mars, après une augmentation de 1,8 % en février. Parmi les 21 groupes de produits, 11 ont connu une hausse, 7 ont connu une baisse et 3 étaient inchangés.

Les produits énergétiques et du pétrole (+1,8 %) ont le plus contribué à la progression en mars. La hausse a été principalement attribuable à la croissance des prix de l'essence à moteur (+5,2 %), alors que les prix plus faibles du carburant diesel (-0,9 %) ont atténué légèrement la hausse. L'IPPI excluant les produits énergétiques et du pétrole était inchangé, après cinq hausses mensuelles consécutives.

Les prix plus élevés des véhicules motorisés et récréatifs (+0,3 %) et des produits chimiques (+0,2 %) ont aussi contribué à la hausse.

L'augmentation des prix des véhicules motorisés et récréatifs était attribuable principalement aux prix plus élevés des voitures automobiles et camions légers (+0,5 %) et, dans une moindre mesure, des moteurs et pièces de véhicules automobiles (+0,4 %) et des aéronefs (+0,7 %).

La hausse des prix des produits chimiques a été principalement attribuable à des prix plus élevés des produits pétrochimiques (+1,9 %), et de l'ammoniac et des engrais chimiques (+1,7 %), tandis que les prix plus faibles des résines plastiques (-1,5 %) ont atténué l'augmentation dans ce groupe de produits.

La hausse de l'IPPI a été principalement modérée par les produits primaires de métaux non ferreux (-1,1 %). La baisse observée dans ce groupe de produits était principalement attribuable aux prix plus faibles pour les métaux précieux et alliages de métaux précieux sous forme brute (-3,2 %) et, dans une moindre mesure, les autres métaux non ferreux et alliages de métaux non ferreux sous forme brute (-2,4 %). Les prix plus élevés du cuivre et des alliages de cuivre sous forme brute (+3,6 %) ont atténué la baisse dans ce groupe de produits.

Les prix plus faibles des produits primaires de métaux ferreux (-1,1 %) et, dans une moindre mesure, des viandes, poissons et produits laitiers (-0,2 %) ont aussi exercé une pression à la baisse sur l'IPPI.

La baisse dans le groupe des produits primaires de métaux ferreux était principalement attribuable aux prix plus faibles des profilés de base en fer et acier (-1,4 %), ainsi que des produits d'acier laminé et étiré, y compris le fil d'acier (-1,8 %).

La baisse des prix des viandes, poissons et produits laitiers était principalement attribuable aux prix plus faibles du porc frais et congelé (-2,7 %), tandis que les prix plus élevés du bœuf et du veau frais et congelés (+0,7 %) ont atténué en partie la baisse. Le prix du porc frais et congelé a diminué de 16,3 % depuis le sommet atteint en juillet 2014.

Certains prix de l'IPPI sont déclarés en dollars américains et sont convertis en dollars canadiens en utilisant la moyenne mensuelle du taux de change. Par conséquent, tout changement de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain aura un effet sur le niveau de l'indice. De février à mars, le dollar canadien s'est déprécié de 1,0 % par rapport au dollar américain. Si le taux de change était demeuré constant, l'IPPI aurait augmenté de 0,1 %, plutôt que de 0,3 %.

Indice des prix des produits industriels, variation sur 12 mois

L'IPPI a diminué de 1,8 % au cours de la période de 12 mois ayant pris fin en mars, après avoir reculé de 1,5 % en février.

Comparativement à la même période un an plus tôt, le recul de l'IPPI a été principalement attribuable aux produits énergétiques et du pétrole (-23,5 %). L'essence à moteur (-23,9 %) et, dans une moindre mesure, le carburant diesel (-24,3 %) et le mazout léger (-21,3 %) étaient principalement à l'origine de la diminution dans ce groupe de produits. Excluant les produits énergétiques et du pétrole, l'IPPI a augmenté de 2,8 % par rapport au même mois l'année précédente.

Les produits chimiques (-6,8 %) ont aussi contribué à la baisse de l'IPPI, mais dans une moindre mesure. Le recul était surtout attribuable aux prix plus faibles des gaz d'hydrocarbures aromatiques (-37,8 %) ainsi que des gaz de raffinerie liquéfiés et des hydrocarbures acycliques non classés ailleurs (-25,7 %).

D'une année à l'autre, la baisse de l'IPPI a été modérée par l'augmentation des prix des véhicules motorisés et récréatifs (+9,3 %). La hausse a été principalement attribuable aux prix plus élevés des voitures automobiles et camions légers (+9,9 %) et, dans une moindre mesure, des moteurs et pièces de véhicules automobiles (+6,3 %) et des aéronefs (+15,1 %).

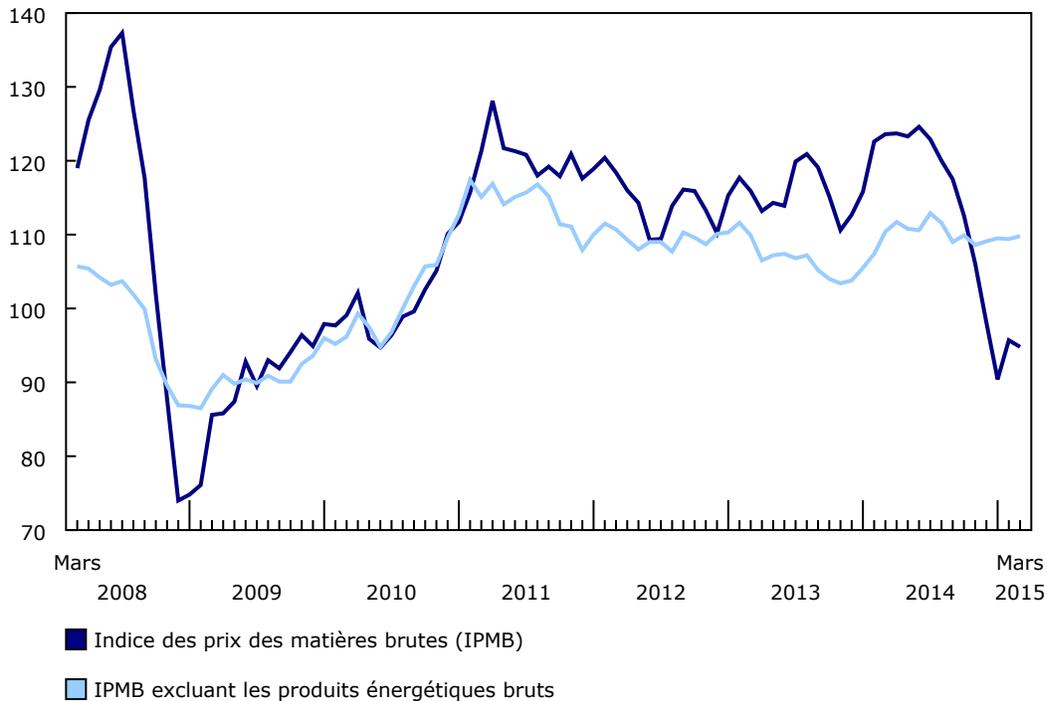
L'augmentation des prix d'une année à l'autre des viandes, poissons et produits laitiers (+4,6 %), et plus particulièrement du bœuf et du veau frais et congelés (+24,4 %), a également atténué la baisse de l'IPPI. Les prix du porc frais et congelé (-8,6 %), qui ont connu leur premier recul d'une année à l'autre depuis mars 2013, ont modéré la hausse dans ce groupe. Les prix d'une année à l'autre des viandes, poissons et produits laitiers n'ont pas diminué depuis juillet 2010.

Indice des prix des matières brutes, variation mensuelle

L'IPMB a diminué de 0,9 % en mars, après avoir augmenté de 5,9 % en février. Parmi les six groupes de produits, quatre ont connu une hausse, un a connu une baisse et un était inchangé.

Graphique 2 Les prix des matières brutes diminuent

indice (2010=100)



Source(s) : Tableau CANSIM 330-0008.

Le recul de l'IPMB était principalement attribuable à des prix plus faibles des produits énergétiques bruts (-2,8 %), plus particulièrement du pétrole brut classique (-2,9 %). L'IPMB excluant les produits énergétiques bruts a augmenté de 0,4 %.

La hausse des prix des animaux et des produits d'origine animale (+0,5 %) ainsi que des minerais et concentrés de métaux, et rebuts de métal (+0,3 %) a atténué le recul de l'IPMB.

L'augmentation des prix des animaux et des produits d'origine animale était principalement attribuable aux prix plus élevés des bovins et des veaux (+2,4 %), alors que les prix plus faibles des porcs (-1,9 %) ont atténué la hausse.

Indice des prix des matières brutes, variation sur 12 mois

L'IPMB a diminué de 23,3 % au cours de la période de 12 mois ayant pris fin en mars, après avoir connu une baisse de 21,9 % en février.

Le recul d'une année à l'autre de l'IPMB était presque entièrement attribuable aux prix plus faibles des produits énergétiques bruts (-42,8 %), plus particulièrement du pétrole brut classique (-43,8 %). L'IPMB excluant les produits énergétiques bruts a diminué de 0,5 % d'une année à l'autre.

Les minerais et concentrés de métaux, et rebuts de métal (-2,4 %) ont aussi contribué à la baisse, mais dans une bien moindre mesure.

Note aux lecteurs

L'Indice des prix des produits industriels (IPPI) et l'Indice des prix des matières brutes (IPMB) sont seulement disponibles à l'échelle du Canada. Certains groupes de produits sélectionnés de l'IPPI sont aussi disponibles par région.

À chaque diffusion, les données des six mois précédents pourraient avoir été révisées. Les indices ne sont pas désaisonnalisés.

L'Indice des prix des produits industriels reflète les prix que les producteurs canadiens reçoivent au moment où les produits franchissent les portes de l'usine. Il ne reflète pas ce que le consommateur paie. Contrairement à l'Indice des prix à la consommation, l'IPPI exclut les impôts indirects et tous les coûts qui surviennent entre le moment où un produit sort de l'usine et le moment où l'utilisateur final en prend possession, ce qui comprend les coûts de transport ainsi que des commerces de gros et de détail.

Les producteurs canadiens exportent de nombreux produits. Ils indiquent souvent leurs prix en devises étrangères, plus particulièrement en dollars américains, lesquels sont par la suite convertis en dollars canadiens. C'est surtout le cas pour les véhicules automobiles, la pâte de bois et les produits de papier ainsi que les produits du bois. Par conséquent, les fluctuations du dollar canadien par rapport à la devise américaine se répercutent sur l'IPPI. Toutefois, la conversion en dollars canadiens tient compte uniquement de la façon dont les répondants transmettent leurs prix. Il ne s'agit pas d'une mesure qui tient compte du plein effet des taux de change.

La conversion des prix reçus en dollars américains est fondée sur le taux de change moyen mensuel (cours au comptant à midi) établi par la Banque du Canada et est offerte dans le tableau 176-0064 de CANSIM (série v37426). Les variations mensuelles et annuelles du taux de change, telles que décrites dans le communiqué, sont calculées d'après la cotation indirecte du taux de change (par exemple, 1 \$ CAN = X \$ US).

L'Indice des prix des matières brutes est représentatif des prix que paient les fabricants canadiens pour les principales matières brutes. Un grand nombre de ces prix sont fixés sur le marché mondial. Cependant, comme peu de prix sont libellés en devises étrangères, leur conversion en dollars canadiens n'a qu'un effet mineur sur le calcul de l'IPMB.

Tableau 1
Indice des prix des produits industriels — Données non désaisonnalisées

	Importance relative ¹	Mars 2014	Février 2015 ^r	Mars 2015 ^p	Février à mars 2015	Mars 2014 à mars 2015
	%	(2010=100)			variation en %	
Indice des prix des produits industriels (IPPI)	100,00	112,6	110,3	110,6	0,3	-1,8
IPPI excluant les produits énergétiques et du pétrole	86,40	107,7	110,7	110,7	0,0	2,8
Agrégations par produits						
Vianes, poissons, et produits laitiers	7,21	115,0	120,5	120,3	-0,2	4,6
Fruits, légumes, aliments pour animaux et autres produits alimentaires	7,53	112,2	111,7	111,9	0,2	-0,3
Boissons (sauf les jus)	1,92	104,7	105,4	105,4	0,0	0,7
Produits du tabac	0,25	121,0	130,2	130,3	0,1	7,7
Produits du textile et du cuir	0,57	105,9	107,5	108,2	0,7	2,2
Vêtements, chaussures et accessoires	0,51	102,3	103,8	103,8	0,0	1,5
Produits chimiques	8,46	115,3	107,3	107,5	0,2	-6,8
Produits en plastique et en caoutchouc	2,79	106,9	110,3	110,6	0,3	3,5
Bois d'œuvre et autres produits du bois	2,27	104,7	108,0	107,9	-0,1	3,1
Produits de pâtes et papier	4,09	102,3	104,7	104,8	0,1	2,4
Produits énergétiques et du pétrole	13,60	143,4	107,8	109,7	1,8	-23,5
Produits primaires de métaux ferreux	3,32	106,0	108,3	107,1	-1,1	1,0
Produits primaires de métaux non ferreux	8,03	105,5	108,8	107,6	-1,1	2,0
Produits fabriqués de métal et matériaux de construction	3,17	102,6	105,9	106,0	0,1	3,3
Véhicules motorisés et récréatifs	17,23	105,9	115,3	115,7	0,3	9,3
Machines et matériel	5,73	104,9	107,6	107,8	0,2	2,8
Produits électriques, électroniques, audiovisuels et de télécommunication	4,69	103,4	107,8	108,2	0,4	4,6
Meubles et accessoires d'ameublement	1,49	102,8	103,5	103,5	0,0	0,7
Produits de ciment, de verre et d'autres minéraux non métalliques	2,34	106,0	108,0	107,6	-0,4	1,5
Matériaux d'emballage et conteneurs	2,38	107,5	112,2	111,8	-0,4	4,0
Produits divers	2,41	109,4	111,0	110,7	-0,3	1,2

^r révisé

^p provisoire

1. L'importance relative est basée sur les valeurs annuelles de production de 2010.

Source(s) : Tableau CANSIM [329-0074](#).

Tableau 2
Indice des prix des matières brutes — Données non désaisonnalisées

	Importance relative ¹	Mars 2014	Février 2015 ^r	Mars 2015 ^p	Février à mars 2015	Mars 2014 à mars 2015
	%	(2010=100)			variation en %	
Indice des prix des matières brutes (IPMB)	100,00	123,6	95,7	94,8	-0,9	-23,3
IPMB excluant les produits énergétiques bruts	51,83	110,4	109,4	109,8	0,4	-0,5
Produits énergétiques bruts	48,17	137,7	81,0	78,7	-2,8	-42,8
Produits végétaux	8,68	125,6	126,3	126,4	0,1	0,6
Animaux et produits d'origine animale	15,51	128,6	128,5	129,2	0,5	0,5
Minéraux non métalliques	1,85	107,1	111,8	111,8	0,0	4,4
Billes, bois à pâte, caoutchouc naturel et autres produits forestiers	2,84	111,3	108,8	108,9	0,1	-2,2
Minerais et concentrés de métaux, et rebuts de métal	22,96	92,5	90,0	90,3	0,3	-2,4

^r révisé

^p provisoire

1. L'importance relative est basée sur les valeurs annuelles de 2010 des intrants des matières brutes à la production.

Source(s) : Tableau CANSIM [330-0008](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [329-0074](#) à [329-0077](#) et [330-0008](#).

Tableau 329-0074 : Indice des prix des produits industriels, selon les agrégations principales.

Tableau 329-0075 : Indice des prix des produits industriels, selon le produit.

Tableau 329-0076 : Indice des prix des produits industriels, pour certains groupes, par région.

Tableau 329-0077 : Indice des prix des produits industriels, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord.

Tableau 330-0008 : Indice des prix des matières brutes, selon le produit.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [2306](#) et [2318](#).

Les données d'avril sur les indices des prix des produits industriels et des matières brutes seront diffusées le 28 mai.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Étude : Les variations dans les dettes et les actifs des familles canadiennes, 1999 à 2012

De 1999 à 2012, la valeur des dettes et des actifs des familles canadiennes a augmenté. Toutefois, les dettes et les actifs ont augmenté à des taux différents selon la catégorie de famille.

En 2012, 71 % de toutes les familles canadiennes détenaient une dette, ce qui représentait une hausse par rapport à 67 % en 1999. Les dettes comprenaient à la fois les dettes hypothécaires et les dettes de consommation, comme les prêts automobiles, les marges de crédit, les prêts sur véhicule, les prêts personnels et les prêts étudiants.

Entre 1999 et 2012, la dette médiane détenue par les familles endettées (la valeur qui sépare la moitié supérieure des familles ayant le plus de dettes de la moitié inférieure) a augmenté de 23 400 \$ (en dollars constants de 2012), pour atteindre 60 100 \$.

Afin de fournir une perspective globale des finances des ménages, il est également important d'examiner les variations dans la valeur des actifs des familles détenant une dette.

Les actifs médians des familles canadiennes détenant une dette ont augmenté de 179 800 \$ pendant la même période (en dollars constants de 2012), pour atteindre 405 200 \$. Les actifs comprenaient les avoirs financiers (régimes de pension d'employeur et autres) et les avoirs non financiers, comme les actifs immobiliers.

Il ressort des résultats que la valeur des actifs a augmenté au moins aussi rapidement que la valeur des dettes détenues par de nombreuses familles canadiennes. En fait, les actifs médians ont augmenté de 80 %, alors que la dette médiane a augmenté de 64 %.

Même si les dettes et les actifs ont augmenté pour presque tous les types de familles, l'ampleur de ces changements n'était pas nécessairement la même dans toutes les catégories de famille.

Les variations dans les dettes et les actifs ne sont pas toujours semblables d'une catégorie de famille à l'autre

Parmi les familles composées d'un couple ayant des enfants de moins de 18 ans, par exemple, la dette médiane a plus que doublé, ayant augmenté de 87 400 \$ pendant cette période. Parallèlement, les actifs médians de ces familles ont augmenté de 245 100 \$ (+86 %).

La dette médiane a augmenté de façon plus modeste parmi les familles sans enfants de moins de 18 ans (+42 500 \$ ou +88 %), mais ces familles ont également profité d'une hausse importante des actifs médians (+253 200 \$ ou +78 %).

Une autre dimension importante de la famille est l'âge du soutien économique principal. Parmi les familles du groupe des 35 à 44 ans, la dette médiane a augmenté de 79 600 \$ au cours de la période (+126 %). Pendant ce temps, les actifs médians ont augmenté de 179 800 \$ (+77 %).

À titre de comparaison, la dette médiane des familles du groupe des 55 à 64 ans a augmenté de 23 100 \$ pendant la période, et les actifs médians ont augmenté de 252 700 \$.

Pour certaines catégories de famille, l'augmentation des dettes n'était pas accompagnée d'une augmentation statistiquement significative des actifs. C'était le cas des non-propriétaires, des personnes vivant seules et des familles dont le soutien économique principal était âgé de 15 à 34 ans.

La majeure partie des augmentations des dettes était attribuable à la progression de la dette hypothécaire. Dans le cas des actifs, une portion importante de l'augmentation était attribuable à la valeur croissante des biens immobiliers.

La dette augmente en proportion du revenu, mais pas en proportion des actifs

Un autre point de vue des finances des familles peut être obtenu en examinant les ratios de la dette aux actifs et de la dette au revenu. Le ratio de la dette aux actifs est obtenu en divisant la dette totale de la famille par le total des actifs de la famille, alors que le ratio de la dette au revenu est obtenu en divisant la dette totale de la famille par le revenu annuel de la famille après impôt.

Parce qu'ils sont exprimés comme des médianes, et aussi parce que les concepts macroéconomiques de la dette et du revenu sont différents de ceux des enquêtes sur les ménages, ces ratios ne peuvent être comparés avec les indicateurs de la dette des ménages des comptes du bilan national, lesquels sont calculés sur la base de statistiques macroéconomiques.

Entre 1999 et 2012, le ratio médian de la dette au revenu des familles canadiennes détenant une dette a augmenté pour passer de 0,78 à 1,10. Cette hausse indique que la famille médiane avait une dette correspondant à 110 % du revenu de la famille après impôt en 2012 (en hausse par rapport à 78 % en 1999).

Toutefois, plus du tiers des familles avaient un ratio de la dette au revenu supérieur à 2,0 en 2012, ce qui signifie que leur niveau d'endettement global était au moins 200 % de leur niveau de revenu annuel après impôt. C'était le cas de moins du quart des familles canadiennes en 1999.

En comparaison, le ratio médian de la dette aux actifs est demeuré relativement stable au cours de cette période, la famille canadienne médiane ayant une dette correspondant à environ le quart de ses actifs pendant les deux années (0,27 en 1999 et 0,25 en 2012).

De tels résultats suggèrent que les familles canadiennes se sont endettées davantage pendant cette période, mais qu'elles l'ont fait dans un contexte de croissance de la valeur des actifs, notamment celle des biens immobiliers.

Note aux lecteurs

L'étude utilise les données de l'Enquête sur la sécurité financière (ESF) pour examiner les valeurs médianes des dettes, des actifs et de la valeur nette des familles canadiennes. Elle porte également sur les ratios médians de la dette au revenu et de la dette aux actifs.

L'ESF est une enquête auprès des ménages qui permet de recueillir des renseignements des familles canadiennes sur les actifs et les dettes, de même que sur un certain nombre d'autres caractéristiques personnelles et familiales, comme l'âge, la scolarité, le revenu, l'état matrimonial et l'emploi. Avant 2012, l'ESF a été menée en 2005 et en 1999.

Dans l'étude, l'analyse se limite aux familles ayant un certain niveau d'endettement. Les valeurs de la dette sont exprimées au niveau de la famille et comprennent la dette hypothécaire sur la résidence principale et sur tous les autres biens immobiliers, ainsi que les dettes de consommation. Les actifs détenus par la famille comprennent les biens immobiliers, les régimes de retraite d'employeurs et tous les autres actifs financiers et non financiers.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2620.

L'article « Les variations dans les dettes et les actifs des familles canadiennes, 1999 à 2012 », qui fait partie de *Regards sur la société canadienne* (75-006-X), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

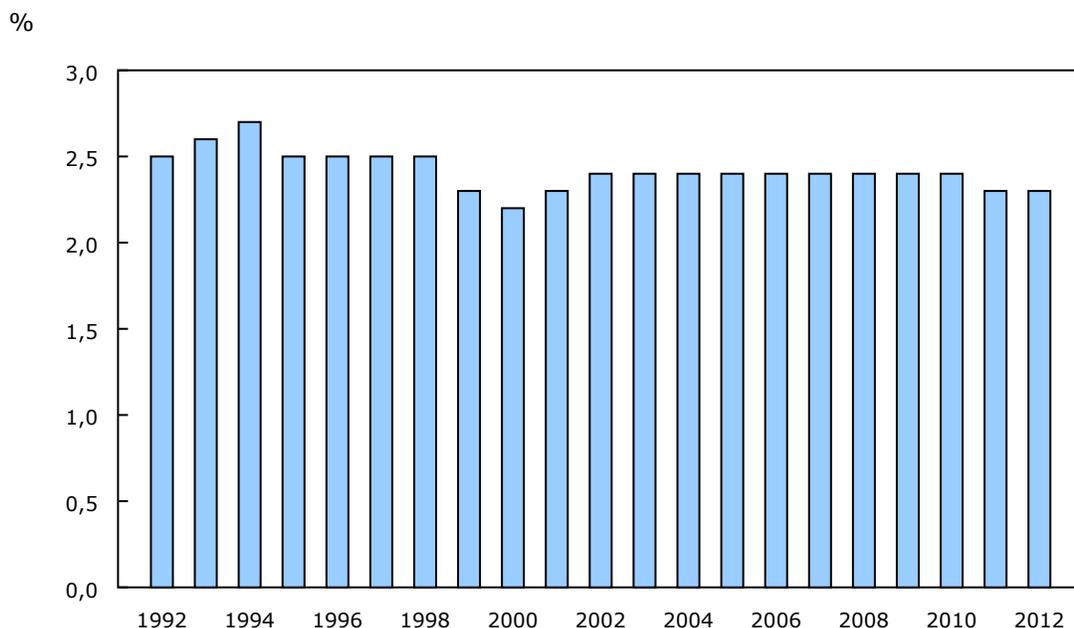
Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données de cet article, communiquez avec Sébastien LaRochelle-Côté au 613-951-0803 (sebastien.larochelle-cote@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Pour obtenir plus de renseignements sur *Regards sur la société canadienne*, communiquez avec Sébastien LaRochelle-Côté au 613-951-0803 (sebastien.larochelle-cote@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

L'économie souterraine au Canada, 2012

En 2012, l'activité économique souterraine totale s'est chiffrée à 42,4 milliards de dollars au Canada, soit environ 2,3 % du produit intérieur brut (PIB). Cette proportion a suivi une tendance à la baisse du milieu à la fin des années 1990, passant d'un sommet de 2,7 % en 1994 à un creux de 2,2 % en 2000. Toutefois, après une légère hausse au début des années 2000, la proportion est demeurée relativement stable, se situant entre 2,3 % et 2,4 %.

Graphique 1
Économie souterraine en proportion du produit intérieur brut, Canada, 1992 à 2012



Source(s) : Statistique Canada.

En 2012, les secteurs de la construction résidentielle (28,3 %), de la finance, des assurances, des services immobiliers, des services de location et de location à bail, et des sociétés de portefeuille (13,8 %), du commerce de détail (12,2 %) et des services d'hébergement et de restauration (11,6 %) ont été à l'origine de la part la plus importante de l'activité économique souterraine. Ces quatre secteurs mis ensemble ont représenté les deux tiers du total de la valeur ajoutée qui est associée à l'économie souterraine.

L'activité économique souterraine peut aussi être examinée du point de vue des dépenses. En 2012, les dépenses de consommation finale des ménages ont représenté 65,2 % de l'activité économique souterraine. La formation brute de capital fixe des entreprises a été à l'origine de 28,4 % du total des dépenses, les exportations, de 9,2 % et les importations, de -2,9 %.

Les activités économiques souterraines associées aux dépenses de consommation finale des ménages pourraient avoir atteint 2 025 \$ par ménage en 2012. Les cinq principales catégories d'activités souterraines associées aux dépenses des ménages étaient les suivantes : services de restauration et débits de boisson (408 \$ par ménage), loyers payés pour le logement (388 \$ par ménage), tabac (164 \$ par ménage), boissons alcoolisées (151 \$ par ménage) et exploitation de véhicules de transport (117 \$ par ménage).

Selon une approche axée sur le revenu, la part la plus importante du revenu tiré de l'économie souterraine est allée aux employés (47,7 %), suivis des sociétés (28,8 %) et des entreprises non constituées en société (23,4 %). Le total estimatif des salaires au noir et des pourboires non déclarés en 2012 a été de 20,3 milliards de dollars, ce qui équivalait à 2,2 % des estimations officielles du PIB de la rémunération des employés, et à 1 466 \$ par emploi dans le secteur des entreprises en 2012.

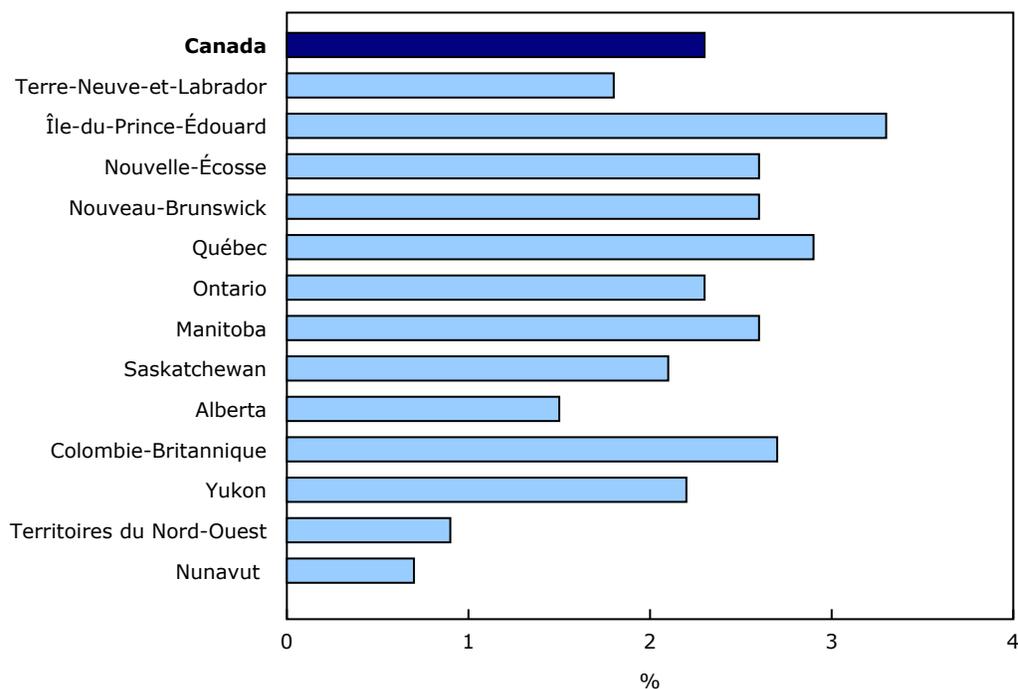
Économie souterraine selon la province et le territoire

La valeur totale de l'activité économique souterraine en 2012 a été la plus élevée dans les quatre économies les plus importantes, soit celles de l'Ontario (15,3 milliards de dollars), du Québec (10,4 milliards de dollars), de la Colombie-Britannique (5,9 milliards de dollars) et de l'Alberta (4,8 milliards de dollars).

De 2007 à 2012, l'activité économique souterraine a augmenté dans toutes les provinces. La Saskatchewan (+39,6 %) et Terre-Neuve-et-Labrador (+31,1 %) ont enregistré les hausses les plus importantes, tandis que les Territoires du Nord-Ouest (+5,4 %) et le Nunavut (+7,1 %) ont affiché les augmentations les plus faibles.

En dépit des changements dans la valeur de l'activité économique souterraine, cette dernière est demeurée relativement stable en proportion du PIB dans toutes les provinces et tous les territoires. L'économie souterraine en proportion du PIB était la plus importante à l'Île-du-Prince-Édouard, tandis que le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest enregistraient la proportion la plus faible.

Graphique 2 Économie souterraine en proportion du produit intérieur brut officiel, par province et territoire, 2012



Source(s) : Statistique Canada.

L'activité économique souterraine a représenté 3,3 % du PIB à l'Île-du-Prince-Édouard en 2012. Le commerce de détail, ainsi que les services d'hébergement et de restauration, secteurs dans lesquels on est le plus susceptible de retrouver des activités souterraines selon l'étude, représentaient des parts plus grandes du PIB de l'Île-du-Prince-Édouard que dans les autres provinces. Ces secteurs, ainsi que ceux de la construction résidentielle et de la fabrication, étaient à l'origine de la majorité de l'activité économique souterraine à l'Île-du-Prince-Édouard.

En proportion du PIB, c'est au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest que l'activité économique souterraine était la plus faible, soit 0,7 % et 0,9 % respectivement. La présente étude part du principe qu'il n'y a pas d'activité économique souterraine dans le secteur des administrations publiques et que la sous-déclaration des revenus (ou la surdéclaration des dépenses) est moins susceptible de se produire dans des secteurs très réglementés ou dans les grandes entreprises. Les administrations publiques et l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz représentent des parts importantes des économies du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest.

Note aux lecteurs

Des estimations de l'économie souterraine par province et territoire, pour les années de référence allant de 2007 à 2012, sont disponibles aujourd'hui pour la première fois. Des données pour le Canada sont aussi disponibles pour l'année de référence 2012, et les estimations pour la période allant de 2007 à 2011 ont été révisées.

L'économie souterraine peut être définie comme étant un ensemble d'activités économiques de marché, soit légales, soit illégales, qui échappent aux mesures en raison de leur nature cachée, illégale ou non officielle. Aux fins de la présente étude, certaines activités illégales, comme celles liées à la drogue et à la prostitution, ont été exclues.

L'étude présente des estimations de l'économie souterraine fondées sur les trois méthodes de mesure du produit intérieur brut (PIB) : approche fondée sur les dépenses, approche fondée sur le revenu, approche fondée sur l'industrie. Les données du présent communiqué sont exprimées en dollars courants. Toutefois, l'étude fournit des estimations corrigées pour tenir compte de l'inflation à l'échelle nationale, mais non à l'échelon provincial ou territorial.

Les estimations de l'économie souterraine sont entièrement intégrées dans le cadre actuel du Système de comptabilité nationale du Canada.

Le lecteur doit faire preuve de prudence dans l'interprétation des résultats de l'étude. Tout d'abord, les estimations présentées fournissent une limite supérieure, conformément à la recommandation du guide de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour la mesure de l'économie non observée. Afin de déterminer ces limites, des hypothèses ont été formulées, en vue d'estimer l'ampleur maximale que pourraient atteindre les activités souterraines, en sus de la portion déjà incluse dans le calcul du PIB selon les méthodes classiques. Ensuite, en raison de la nature même des activités souterraines, il est difficile d'obtenir des renseignements à leur sujet, de sorte que les estimations doivent forcément reposer sur des hypothèses, des données indicatives et différentes méthodes de mesure indirecte. Enfin, le PIB officiel comporte déjà certains ajustements implicites ou explicites au chapitre de l'activité économique souterraine. C'est pourquoi il n'est pas possible de simplement ajouter les estimations calculées dans cette étude au PIB officiel pour obtenir une mesure du PIB incluant l'économie souterraine. Les estimations sont également moins susceptibles d'être aussi exactes ou fiables que d'autres estimations des comptes économiques canadiens.

Le module *Système des comptes macroéconomiques*, accessible sous l'onglet *Parcourir par ressource clé* de notre site Web, offre un portrait à jour des économies nationale et provinciales et de leur structure.

Des tableaux de données pour les provinces et les territoires, de 2007 à 2012, et pour le Canada, de 1992 à 2012, sont disponibles sur demande.

Le document « Méthodologie de mesure de l'économie souterraine par province et territoire » est maintenant offert dans la collection *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens (13-605-X)*, accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Dépenses de protection de l'environnement par les entreprises, 2012

En 2012, les entreprises canadiennes ont déclaré avoir consacré 10,9 milliards de dollars à la protection de l'environnement, en hausse de 15 % par rapport à 2010.

Deux catégories de dépenses — les procédés de lutte contre la pollution ainsi que les services de gestion des déchets et les services d'égout — représentaient un peu plus de la moitié des dépenses totales.

L'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz a déclaré des dépenses de 4,7 milliards de dollars, ce qui correspondait à 43 % des dépenses totales de protection de l'environnement par les entreprises. Cela la plaçait en tête des 16 groupes industriels visés par l'enquête. Elle était suivie de l'industrie de l'extraction minière et de l'exploitation en carrière, qui a engagé des dépenses de 1,4 milliard de dollars, ou 12 % des dépenses totales, et de l'industrie de la production, du transport et de la distribution d'électricité, dont les dépenses s'élevaient à un peu plus de 1,3 milliard de dollars en 2012.

À l'échelon provincial, c'est en Alberta que les entreprises ont déclaré les dépenses les plus élevées au chapitre de la protection de l'environnement, soit un peu plus de 5,0 milliards de dollars. Ce résultat était en grande partie attribuable à la forte concentration de l'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz dans cette province.

Des 10,9 milliards de dollars de dépenses totales consacrées à la protection de l'environnement, 5,3 milliards de dollars étaient des dépenses en immobilisations, ce qui constituait une augmentation de 19 % par rapport à 2010. Les dépenses d'exploitation se sont établies à 5,7 milliards de dollars, en hausse de 11 %.

Dépenses en immobilisations

Les dépenses en immobilisations faites par l'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz pour des projets de protection de l'environnement ont atteint 2,6 milliards de dollars, en hausse de 13 % par rapport à 2010. Cela constituait 49 % du total.

Les investissements consacrés à la lutte contre la pollution représentaient 45 % des investissements totaux en immobilisations, suivis des investissements consacrés à la prévention de la pollution (20 %). Ces deux activités ont reçu la plus grande part des investissements à chaque cycle d'enquête depuis 2006.

Dépenses d'exploitation

Comme par les années passées, la plus grande part des dépenses d'exploitation a été consacrée aux services de gestion des déchets et aux services d'égout. En 2012, les entreprises ont dépensé 1,6 milliard de dollars pour ces services, ce qui représentait 27 % des dépenses d'exploitation totales consacrées à la protection de l'environnement.

L'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz a enregistré les dépenses d'exploitation les plus élevées au chapitre de la protection de l'environnement, ayant consacré 2,2 milliards de dollars, ce qui correspondait à 38 % du total.

Dépenses consacrées aux ressources énergétiques renouvelables et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre

Les investissements en immobilisations consacrés aux technologies d'énergie renouvelable ont totalisé 547 millions de dollars, en hausse de 20 % par rapport à 2010. Les technologies d'énergie provenant de la biomasse ont reçu la plus grande part des investissements, c'est-à-dire plus de la moitié du total des investissements dans les technologies d'énergie renouvelable.

En outre, environ 12 % des entreprises visées par l'enquête ont déclaré avoir procédé à un inventaire des émissions de gaz à effet de serre, en hausse par rapport à 10 % des entreprises en 2010.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué présente les données de l'Enquête sur les dépenses de protection de l'environnement de 2012, une enquête biennale menée auprès d'un peu plus de 3 500 établissements de certaines industries primaires et industries manufacturières.

Les mesures des dépenses de protection de l'environnement ne concernent que les dépenses effectuées dans le but d'assurer la conformité à la réglementation, aux conventions ou aux accords volontaires en vigueur ou à venir. Les mesures des dépenses liées aux technologies d'énergie renouvelable incluent toutes les dépenses de ce type, qu'elles aient été engagées pour se conformer à la réglementation ou pour toute autre raison.

L'enquête a été remaniée pour l'année de référence 2006. Pour cette raison, il n'est pas recommandé d'établir des comparaisons entre les estimations de l'enquête et celles antérieures à l'année de référence 2006.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [153-0052 à 153-0056](#) et [153-0117 à 153-0120](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [1903](#).

Le feuillet d'information « Dépenses en immobilisations au chapitre de la protection de l'environnement, 2012 », qui figure dans la publication *Feuillets d'information de l'enviro* ([16-508-X](#)), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Chargements ferroviaires, février 2015

Le volume de fret ferroviaire transporté au Canada a totalisé 25,7 millions de tonnes métriques en février, en hausse de 7,2 % par rapport au même mois de l'année précédente.

Le fret ferroviaire intérieur provenant du Canada et destiné à l'intérieur du Canada et à d'autres régions du monde a augmenté de 8,4 % pour s'établir à 22,8 millions de tonnes. Ces chargements sont composés de fret de type non intermodal (c'est-à-dire le fret transporté dans des wagons couverts ou chargé en vrac) et intermodal (c'est-à-dire le fret transporté par conteneurs et dans des remorques sur wagons plats).

Le fret de type non intermodal a crû de 7,3 % pour s'établir à 248 000 wagons. La quantité de fret chargé dans ces wagons s'est chiffrée à 20,4 millions de tonnes, en hausse de 9,7 %. Cette augmentation a été attribuable à des hausses de chargements de plusieurs groupes de marchandises, en particulier les minerais de fer et leurs concentrés (en hausse de 1,2 million de tonnes), la potasse (en hausse de 327 000 tonnes) et le blé (en hausse de 312 000 tonnes).

En février, les chargements de type intermodal ont augmenté de 2,0 % pour s'établir à 160 000 unités. Exprimé en tonnage, le trafic a connu une baisse de 1,2 % pour s'établir à 2,4 millions de tonnes. La diminution a été stimulée par une baisse des chargements des remorques sur wagons plats.

Le trafic ferroviaire provenant des États-Unis a baissé de 1,4 % pour s'établir à 2,9 millions de tonnes. Le recul était le résultat d'une baisse des chargements de type non intermodal.

Note aux lecteurs

Cette enquête présente des données essentielles à l'analyse actuelle du secteur du transport ferroviaire et à l'évaluation de sa contribution à l'économie canadienne. Les données de l'enquête portent sur les transporteurs ferroviaires ayant des activités au Canada et fournissant des services de fret pour compte d'autrui. L'information est fournie sur le transport de divers composants des chargements ferroviaires, y compris le nombre de wagons, le tonnage, les unités et les unités équivalent à 20 pieds.

Les données regroupées sont disponibles pour le Canada, la division Est et la division Ouest.

Les données regroupées qui figurent dans le présent communiqué ne sont pas désaisonnalisées.

Données offertes dans CANSIM : tableau [404-0002](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2732](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens

Numéro au catalogue [13-605-X](#) (HTML)

Regards sur la société canadienne

Numéro au catalogue [75-006-X](#) (HTML | PDF)

Nouvelles études

Méthodologie de mesure de l'économie souterraine selon la province et le territoire

Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens

Feuilles d'information de l'enviro : « Dépenses en immobilisations au chapitre de la protection de l'environnement, 2012 »

Numéro au catalogue [16-508-X2015005](#) (HTML | PDF)

Les variations dans les dettes et les actifs des familles canadiennes, 1999 à 2012

Regards sur la société canadienne



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2015. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>